

les hausses de prix. Le ministre peut-il nous dire si les fabricants ont accepté sa demande et s'ils se sont conformés aux directives qu'il avait énoncées ce jour-là?

L'hon. M. Greene: A l'époque, il y a juste un an, sauf erreur, le problème était très grave et j'ai fait venir des représentants et des dirigeants des fabriques de machines agricoles. En général, la hausse des prix envisagée était inférieure à 5 p. 100, ce qui semblait acceptable eu égard à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre et des matériaux qu'ils ont fait valoir. Encore tout dernièrement, je crois, ils s'en tenaient à ce pourcentage, mais on s'est récemment plaint auprès de moi qu'ils l'avaient excédé. Mon bureau fait présentement enquête à ce sujet.

[Français]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE SI LES SUBVENTIONS ONT ÉTÉ VERSÉES AUX PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture. Peut-il nous dire si l'on a versé des subventions aux producteurs de pommes de terre du Québec pour les excédents en entrepôt au printemps 1967, et, dans le cas de l'affirmative, quelle somme a été payée ou est disponible à cet effet?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je crois que cette question pourrait facilement être inscrite au *Feuilleton*.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je crois que la question est très urgente, vu que la récolte de l'année en cours est déjà prête, et si l'on n'a pas versé des subventions pour l'année dernière, je suis d'avis qu'il est temps de s'en occuper.

[Traduction]

LES TRAVAUX PUBLICS

LA CONSTRUCTION DE L'ÉDIFICE DE LA DÉFENSE NATIONALE À OTTAWA

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Travaux publics, j'adresse ma question à son secrétaire parlementaire en lui demandant de la soumettre au ministre dès son retour. Le ministre accepterait-il d'envisager, le plus tôt possible, la divulgation des projets du gouvernement quant à la construction du

[M. Douglas.]

nouvel ensemble destiné à loger le ministère de la Défense nationale, ici même, à Ottawa? Les architectes et les ingénieurs-conseils qui y travaillent disent qu'il s'agit d'une entreprise de 100 millions de dollars qui sera lancée au cours de la prochaine année financière.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA DÉCISION DES ÉTATS-UNIS DE REPRENDRE LEURS ENVOIS D'ARMES AU MOYEN-ORIENT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement voudrait-il user de ses bons offices pour que les États-Unis expliquent aux Nations Unies ou au monde entier, leur décision de reprendre les envois d'armes à Israël et à cinq pays arabes du Moyen-Orient?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

L'ÉTUDE DE LA RIVIÈRE SASKATCHEWAN ET DU NELSON, ET LE DOUBLE EMPLOI DU PERSONNEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre songe-t-il à prêter au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources une partie de son personnel spécialisé de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies pour lui permettre d'effectuer une étude de la Saskatchewan et du Nelson, afin d'éviter le double emploi de personnel au sein des ministères?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député fait une proposition qu'il ne devrait pas, à mon sens, présenter sous forme de question.

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, en toute déférence, je tiens à signaler que si on ne donne pas immédiatement de réponses précises, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources pourrait s'occuper dès maintenant, et sans nécessité, d'engager des employés.

[Plus tard]

Je voudrais adresser une question au ministre des Finances ou au président du Conseil du Trésor. A-t-on signalé à l'un de ces messieurs, lors de leur étude des prévisions de dépenses, que le ministre de l'Énergie, des